

20 Juin 1848.

Prix: 5 centimes.

1^{re} année. N° 20.

ABONNEMENT.

Paris: 18 fr. — 9 fr. — 4 fr. 50.

Dép.: 30 — 15 — 7 50.

Rue du Bouloi, 26.

LE TOCSIN DES TRAVAILLEURS.

COMITÉ DE RÉDACTION.

Emile Barrault.

F. Delente, ouvrier.

Affranchir.

SOMMAIRE. — La République honnête. — Séance de l'Assemblée. — Placard Trélat. — M. Cornet. — Incidents de la journée. — Essai d'organisation du travail. — Revue de l'étranger. — Faits divers.

PARIS, 19 JUIN.

LA RÉPUBLIQUE HONNÊTE.

Intrépides souteneurs de la République honnête et modérée, vous nous fatiguez de votre insolence de vaincus matamores. Vous aimez à en finir, finissons-en, et venez vous tourner, mettre bas vos masques, montrer vos faces. Qu'on sache enfin qui vous êtes, censeurs austères de la démocratie, messieurs les purs par excellence !

Vous, d'abord, monseigneur le banquier. Il vous fâche, n'est-ce pas, que tôt ou tard la République fonde une banque nationale qui distribue aux travailleurs l'argent à bon marché. Vous faites métier d'en vendre, et tout écu, rien qu'à passer par vos doigts, est rogné. Usurier patenté, vous refusez de lâcher votre proie, le producteur, que vous écorchez au profit de votre insatiable juiverie.

L'honnête homme ! le galant homme ! Et d'un. Ici, chevalier de l'agio. Escrimez-vous, bel et bien contre une République qui fermerait le tripot de la Bourse. Le banquier s'en indigne ; vous, vous êtes furieux. Tel maître, tel valet. Le beau temps que celui où, avec une nouvelle vraie ou fausse, vous faisiez une ralle sur les niais, tout comme un filou crie au feu pour changer les mouchoirs de poche !

L'honnête homme ! le galant homme ! Et de deux. Salut, sire administrateur de compagnie. Insurgez-vous, morbleu, contre la République. Vous reprendre les chemins de fer, au lieu de vous laisser rançonner la circulation des personnes et des marchandises, à l'instar des vieux barons qui levaient le droit de péage sur les grandes routes, la République tourne au rouge.

L'honnête homme ! le galant homme ! et de trois. Approchez, saint patriarche de l'industrie, vous qui vous intitulez le père de vos ouvriers. Maudissez la République, si elle trouve enfants engraisent leur père et restent maigres ; accablez-la de vos anathèmes. Ce qu'il y a de sacré, c'est de les exténuer pour palper une large pension alimentaire.

L'honnête homme ! le galant homme ! et de quatre.

A vous, noble chatelain. Vos gens, à tour de bras, arrachent les fruits de la terre ; vous en savourez le suc, vous en sirotez le jus, et vous leur laissez la cosse. Périisse la République, si elle prétendait régler la part des épis sur la part du labour. Les empires passent, la dime de la propriété oisive est imprescriptible.

L'honnête homme ! le galant homme ! et de cinq. Rien qu'un mot, gentilhomme du jour, qui n'avez rien et menez un train de prince. Hélas ! la République vous réduirait à la cape sans l'épée, si elle restreignait le droit de succession. Ne mangez-vous pas par anticipation l'héritage de vos vieux parents qui tardent à mourir ? Allez donc, et pestez contre un républicanisme qui mettrait votre moralité à la besace.

L'honnête homme ! le galant homme ! Et de six. Suffit, messieurs. Parmi vous se trouvent sans doute des ignorants et des dupes, c'est le plus grand nombre ; mais votre république est une caverne... d'honnêtes gens.

Perpétuer l'exploitation de la masse des travailleurs ; tenir le peuple pour une machine vivante

fournissant la pâture à tous vos appétits et mangeant du nécessaire ; traiter d'utopie toute tentative de rénover cet ordre social monstrueux : voilà votre honnêteté !

Jamais l'égoïsme ne s'est professé avec plus de cynisme. Les animaux de proie, s'ils parlaient, n'exposeraient pas plus brutalement la doctrine de leurs instincts. Et pour maintenir ce régime de cruautés et de flogeries, combien de vous n'hésiteraient pas à mitrailler chez les exploités toute aspiration à un meilleur avenir ; Voilà votre modération.

Veillez y penser, messieurs, et soyez vos propres juges en méditant cette vérité que nous écrivions hier : *Qui consomme plus qu'il ne produit est un voleur, qui produit plus qu'il ne consomme est un volé.*

Séance de l'Assemblée.

Les ateliers nationaux sont le cauchemar de l'Assemblée ; une partie de la séance leur a été consacrée.

M. Turck s'est montré fort mauvais chrétien. Il a proposé de renvoyer dans les départements les ouvriers des ateliers nationaux qui ne sont pas domiciliés depuis un an dans le département de la Seine, et de considérer et poursuivre comme voleurs ceux qui se seraient fait inscrire aux chantiers nationaux, quoiqu'ayant des moyens d'existence. Comme voleurs, vous l'entendez bien, il va sans dire que la proposition a été appuyée. Nous passons sur tous les moyens que ce charitable représentant a proposés, c'est pur bavardage.

M. Trélat a dû prendre la parole. Ce pauvre homme ! Il a pris les ateliers nationaux comme une plaie à guérir au lieu d'y voir un germe à vivifier. Nous n'insistons pas. Plus loin nous rendrons hommage à ce savant docteur.

Passons vite à la partie la plus intéressante de la séance.

Le citoyen Armand Marrast a lu son rapport sur le projet de constitution ; il nous suffira aujourd'hui d'en indiquer les bases principales.

La Constitution proclame, en présence de Dieu et au nom du peuple français, l'établissement de la République démocratique, une et indivisible, qui garantit à tous les Français l'égalité, la sécurité, l'instruction gratuite, droit au travail, assistance en cas d'invalidité. Il y aura une Assemblée unique ; le nombre des représentants sera de 750 ; le suffrage sera direct et universel. — Les lois ne pourront être adoptées qu'après trois lectures espacées par un intervalle d'au moins dix jours.

Le pouvoir exécutif sera confié à un président élu par le suffrage universel, qui devra réunir au moins la moitié des suffrages. Si aucun des candidats n'a réuni la moitié des suffrages, le président sera élu par l'Assemblée, au scrutin, parmi les cinq candidats qui auront réuni le plus de voix. Il ne peut en aucun cas commander la force armée ; il ne peut suspendre ni dissoudre l'Assemblée législative ; l'exercice de son pouvoir est de quatre ans. Le président aura le droit d'objection à une loi votée et pourra, par un message spécial, demander un second vote.

Il nommera les fonctionnaires publics ; il pourra suspendre les maires pour trois mois.

Il y aura un vice-président nommé par l'Assemblée sur la présentation du président.

Un conseil d'état composé de quarante membres sera institué ; les fonctions de conseiller d'état seront incompatibles avec les fonctions de Représentant.

Les juges seront nommés à vie ; le jury pourra être étendu aux matières civiles et correctionnelles par des lois particulières ; dans chaque département un con-

seil d'administration jugera les affaires contentieuses. Une haute cour de justice, composée de juges et de jurés, prononcera sans appel ni recours en cassation, jugera les attentats contre l'état, et sera instituée par un décret de l'Assemblée.

Le président de la République ne sera pas justiciable de la haute cour de justice.

Tout Français est assujéti au service militaire. Le remplacement est interdit.

La peine de mort est abolie en matière politique ; la confiscation ne pourra jamais être rétablie.

Tous délits politiques seront soumis au jury.

La liberté de l'enseignement restera sous la garantie de l'état.

Les propriétés sont inviolables ; mais l'expropriation pour cause d'utilité publique, avec indemnité préalable, est maintenue.

La dette publique est reconnue par l'état ; l'ordre de la Légion d'Honneur est conservé.

Nous examinerons cette constitution. En faire une bonne est difficile ; l'exécuter ne l'est pas moins.

Peuple, commence à ouvrir les yeux et les oreilles ; car les mauvaises constitutions durent souvent plus longtemps que tu ne le veux.

Placard Trélat.

Le placard est le signal de la dissolution des ateliers nationaux, comme nous l'avons dit ; c'est pis encore, si c'est possible, c'est le démenti le plus complet de toutes les espérances dont on avait légué le peuple avec ces mots : *Organisation du travail*.

Par quelle phrase se termine l'affiche ? Par celle-ci : *La reconstitution du travail sera la grande victoire de l'époque*, et par celle-là nous aurons tous les fruits de la révolution populaire de Février.

Point de milieu : cette phrase est une dérision hypocrite ou une plate imbécillité.

Quoi ! la révolution de Février n'aura eu d'autre résultat que de reconstituer le travail sur sa vieille base, en rendant les ouvriers au régime du salaire ?

Et c'est là ce que vous nommez la grande victoire de notre époque ? Victoire des maîtres sur les ouvriers qui avaient espéré leur émancipation ; mais défaite humiliante des ouvriers que vous ramenez chez leurs patrons comme des esclaves échappés.

Et c'est là ce que vous nommez les fruits d'une révolution populaire ? Les fruits sont pour les exploités ; la révolution reste stérile pour le peuple qui l'a faite au péril de sa vie.

Qui donc espérez-vous tromper, monsieur Trélat ? Croyez-vous que le peuple de Paris soit un hôpital de fous que l'on puisse amuser par des contes en l'air ? Se pourrait-il que votre langage fût sérieux ? Alors vous êtes un idiot de ne pas comprendre la portée sociale de la révolution de Février, et le dernier gamin vous enseignera ce que vous ignorez.

Parcourez les rues, monsieur Trélat, et vous lirez au crayon sur presque tous vos placards une multitude de remarques se résumant toutes en ces mots : **OPPRESSION DU CAPITAL.**

Eh ! oui ! l'ouvrier sait que la constitution du travail, telle qu'elle existait, le tenait à la merci du capitaliste et du fabricant ; c'est cette servitude qu'il a voulu rompre, et vous osez prendre sur vous de reconstituer ce régime abhorré qu'il croyait avoir renversé à jamais ? Voilà l'œuvre qui marquera votre passage au ministère des travaux publics ! Vous avez déshonoré votre cœur ou votre intelligence.

M. Trélat a été le digne instrument de l'Assemblée nationale ; nous ne saurions mieux le caractériser.

Si dans le discours qu'il a prononcé aujourd'hui il n'a pas complètement répondu à l'impatience de

la Chambre, il a du moins eu le mérite d'annoncer le départ d'un certain nombre d'ouvriers des ateliers nationaux.

Pour le canal de la Marne, 1,200 ouvriers sont employés à Charenton-Saint-Maurice; 400 autres y seront envoyés à dater du 20 juin.

Le 21, des ouvriers commenceront à être envoyés sur la Marne supérieure par brigades de 500 jusqu'à concurrence de 4,000.

1,200 sont engagés pour les travaux de la Haute-Marne et vont être dirigés sur ce point.

Les travaux de la Seine, dont la traversée de Paris occupe en ce moment 400 ouvriers et 500 dans les carrières du département.

1,500 seront dirigés sur la ligne du chemin de fer de Tours à Nantes. La première brigade, de 450 à 500 ouvriers, partira le 21 ou le 22 juin, les autres partiront successivement et à bref délai.

Samedi enfin, un dernier départ a eu lieu pour le canal de la Sambre, qui occupera de quatre à cinq mille hommes.

Courage, monsieur Trélat; nul plus que vous n'aura témoigné de l'impuissance des républicains de la veille arrivés au pouvoir, si ce n'est peut-être votre prédécesseur, l'avocat Marie. Vous méritez de siéger dans la commission exécutive!

M. CORNE.

Si vous ignorez ce que c'est que M. Corne, soyez excusés. C'est une ancienne médiocrité de l'opposition dynastique, passablement obscur à la vieille chambre, et devenu représentant du peuple. On l'a jugé assez bon républicain pour en faire le procureur-général près la cour d'appel de Paris; sa vanité a accepté. D'ailleurs c'est un élève des Jésuites, il est des accommodements avec la République. Ajoutez que M. Corne est un ennemi irréconciliable du socialisme.

Or, le nouveau procureur-général tient à poursuivre activement le procès du 15 mai. Un juge d'instruction s'est rendu hier, à huit heures du matin au palais législatif; il a interrogé le citoyen Louis Blanc, en présence de trois témoins précédemment entendus sur la conduite qu'il aurait tenue pendant l'invasion de l'Assemblée.

Incidents de la journée.

Les groupes qui ont encombré pendant plusieurs jours les abords de l'Assemblée nationale semblent s'être fondus aujourd'hui aux rayons du soleil.

Le pont de la Concorde est couvert dans toute son étendue de pacifiques curieux qui, dédaignant toute espèce de nouvelles, se penchent sur le parapet pour admirer les pêcheurs à la ligne.

Grâce aux doléances répétées des journaux, l'autorité compétente de l'Assemblée nationale s'est enfin décidée à placer une table pour les curieux, qui pourront déranger les représentants encore plus facilement que par le passé.

Aussitôt que la table tant désirée est venue meubler le salon de la Paix, une foule avide s'est jetée sur les plumes, sur le papier; on aurait dit le sac d'un magasin de fournitures de bureau.

Les forces militaires de l'Assemblée nationale semblent diminuer; cependant plusieurs régiments en font encore le pénible service, bivaquant le jour dans les jardins; le soir, dans les salles et les couloirs, ni plus ni moins qu'une armée en campagne.

Une affiche a été placardée à l'effet de proposer Louis-Bonaparte pour lieutenant-colonel de la 12^e légion. Déjà une légion de la banlieue a; dit-on, le projet de l'élire pour colonel en remplacement de M. D'Alton-Shée. C'est du vertige.

Essai d'organisation du travail.

Notre publicité appartient à tous les travailleurs; c'est donc avec plaisir que nous admettons la lettre suivante; c'est une preuve nouvelle du progrès du principe de l'association chez les ouvriers. On leur nie le mouvement, ils marchent, voilà leur réponse.

« Citoyen rédacteur,

« Quand la solution de la question du travail par l'association est déclarée impossible par certains organes de la presse parisienne, les ouvriers chapeliers de Paris réunis croient devoir vous informer de l'association qu'ils viennent de contracter avec l'une des plus importantes maisons de Paris. Ils ont pensé que c'était la meilleure manière de répondre à l'accusation d'avidité pour le gain, avancée contre eux au

comité d'organisation du travail (selon ce qu'a imprimé le journal *l'Assemblée nationale*), et répété par certains journaux de la grande presse, dont l'esprit est suffisamment reconnu pour hostile à toute tentative de réforme sociale. Vos sympathies pour tous ceux qui espèrent et qui souffrent nous portent à croire que vous accueillerez notre lettre avec bienveillance.

« Le fabricant avec lequel nous venons de traiter a parfaitement compris que ses intérêts et les nôtres pouvaient marcher de pair, il nous accorde moitié dans les bénéfices qui résulteront de la vente des produits de notre fabrication, après que la main d'œuvre aura été payée au taux du tarif en vigueur à chaque ouvrier travaillant aux ateliers de l'association. Nous ne faisons aucune mise de fonds (les ouvriers) et n'encourons aucune responsabilité, nous fournirons notre travail, l'associé tous les instruments et moyens de fabrication. Par ce système toute la corporation se trouve intéressée au succès de l'entreprise. Aussi les consommateurs trouveront-ils dans nos produits la perfection d'un travail fait avec goût et plaisir; plus le bon marché qui, en augmentant la consommation, nous permettra d'occuper, progressivement, tous les membres de la société. Nous comptons fermement sur les sympathies de tous les travailleurs. Ainsi donc nous donnerons pour onze francs un chapeau de soie, ce qui se fait de mieux et d'une élégance achevée, nos chapeaux de feutre, de tous genres, seront vendus dans une proportion relative de diminution; nous prouverons ainsi que par l'association, tout en rétribuant mieux l'ouvrier, on peut baisser les prix sensiblement.

Notre association est conclue pour trois années; si, à l'expiration de ce terme, notre associé se retire, nous continuerons pour notre compte, sinon nous prendrons de nouveaux arrangements.

Cette combinaison nous a paru simple, chacun y est justement récompensé soit des capitaux qu'il avance, soit du travail qu'il fournit. Nous avons compté sur l'appui de la presse socialiste, car produire à bon marché et en première qualité pour augmenter les débouchés par la consommation, occuper tous les bras, tel est le but que nous nous proposons, sans préjudice de ce que nous réservons l'avenir.

Nous espérons qu'il sera donné à notre association une grande publicité, nous annoncerons bientôt le lieu où seront déposés nos produits.

Nous ferons tous nos efforts pour encourager les associations, elles peuvent compter sur le loyal concours des ouvriers chapeliers réunis. Puisse-t-on être les précurseurs de l'association fraternelle qui, par le travail et le dévouement, nous affranchira du joug qui pèse depuis si longtemps sur le prolétaire!

Salut et fraternité.

Les délégués de la Société des ouvriers chapeliers de Paris réunis.

DUVAL, délégué en chef.

JULLIEN, LAVARDE, PETITOT, REDON,

Ex-délégués au Luxembourg.

18 juin 1848. Au siège de la Société, rue des Trois-Pavillons, 5.

Revue de l'étranger.

ANGLETERRE. — Le cabinet anglais a usé de représailles envers le gouvernement espagnol, et il a envoyé des passeports à M. Isturitz, comme le cabinet de Madrid en avait envoyé à M. Bulwer.

Le *Times* dit que le gouvernement anglais demandera au gouvernement espagnol le désaveu des mesures prises à l'égard de M. Bulwer, comme condition absolue d'une réconciliation.

ALLEMAGNE. — L'aspiration vers l'unité de la confédération germanique devient chaque jour plus énergique. Le roi de Bavière a dû adopter la cocarde tricolore allemande. Le 6^e régiment wurtembergeois, naguère vainqueur du républicain Hecker, s'est révolté contre ses chefs en criant: Vive Hecker, vive la République allemande! A Kaunstadt, le peuple démolit l'échafaud, et exige la grâce de deux condamnés à mort! les troupes s'avancent, la garde bourgeoise prend les armes et contient les soldats. A Mannheim, les chants révolutionnaires, les vivats républicains obligent à faire changer la garnison, sur laquelle on ne comptait pas. A Ulm, à Stuttgart éclatent les cris de: Vive la République!

INSURRECTION A PRAGUE. — Une formidable révolte a éclaté à Prague (Bohême), où est réuni le congrès slave. Le mouvement a commencé le lundi de la Pentecôte. Le canon autrichien tira jusqu'à heures 10 du soir,

par ordre du gouverneur impérial, le prince de Windischgrätz, dont le peuple avait attaqué le palais. La princesse a été blessée. Le soir la ville était hérissée de barricades.

On dit que le combat a recommencé le lendemain, 13 juin, à cinq heures du matin.

ITALIE. — Vicence succombant aux forces supérieures autrichiennes, a été forcée de capituler.

On dit que Durando aurait promis que ses troupes ne porteraient pas les armes de trois mois. On dit aussi que l'ennemi va se mouvoir dans la direction de Padoue: si les secours se font attendre, cette ville pourrait partager le sort de Vicence.

FAITS DIVERS.

On annonce que Ferdinand II, le bourreau des patriotes napolitains, a envoyé le grand cordon de l'ordre de Saint-Janvier à l'amiral Baudin, commandant l'escadre française devant Naples, et que l'amiral ne l'a pas refusé.

On annonce la prochaine apparition en Angleterre d'un nouveau journal, *Le Spectateur de Londres*. L'opinion générale place cette publication sous le patronage de MM. Guizot et de Metternich, et attribue spécialement à M. Guizot le prospectus.

Le comité des finances s'est assemblé à dix heures pour suivre la discussion du rapport sur les créances hypothécaires. La majorité du comité s'est prononcée contre le projet de décret, et a proposé de le remplacer par un grand système d'impôt qui pèserait sur le revenu. Ce serait une révolution complète dans notre système financier, et une généralisation de l'impôt de l'Angleterre.

On lit dans le *Toulonnais*:

Nous appelons l'attention de l'autorité sur un fait très grave qui se passe à Alger. Les indigènes propriétaires d'esclaves savent que l'esclavage va être aboli, sauf indemnité; mais ils ont appris à leurs dépens que les indemnités officielles restent indéfiniment à l'état de principe et ne se résolvent que très rarement en faits. Aussi la plupart s'empresse-t-ils de faire vendre leurs esclaves aux Kabyles; un juif d'Alger, très connu, est l'intermédiaire privilégié de ces marchés déplorables.

Plusieurs nègres et négresses, pour échapper à la rude condition qui les attend dans les tribus, se sont enfuis de chez leurs maîtres. L'humanité exige, il nous semble, qu'un arrêté pris d'urgence, interdise immédiatement toute vente d'esclave à Alger et dans les autres villes, ainsi que dans leurs banlieues. C'est une de ces mesures qu'il suffit d'indiquer à un pouvoir éclairé et bienveillant pour qu'il s'empresse de l'adopter sans délai.

Depuis quelques jours est descendu à l'hôtel Baillif, rue de ce nom, derrière la banque de France, un grand personnage, délégué de la ville de Venise près du gouvernement français. Présenté au directeur et aux ministres il leur fait de fréquentes visites.

L'objet de sa mission est, dit-on, de demander l'appui de la République française pour reconstituer l'ancienne et célèbre république de Venise que l'empereur Napoléon crut devoir supprimer.

Aujourd'hui, 19 juin, a eu lieu l'ouverture du club des droits de l'homme, rue Mouffetard, 71.

DETTE NATIONALE. — L'Angleterre doit 20 milliards 450 millions, avec un revenu de 1 milliard 385 millions.

La France doit 5 milliards, avec un revenu de près de 2 milliards, y compris les budgets communaux et départementaux.

La Russie doit 2 milliards, avec un revenu de 400 millions.

L'Espagne doit 5 milliards, avec un revenu de 178 millions 600,000 fr.

La Hollande doit 3 milliards, avec un revenu de 100 millions.

L'Autriche doit 2 milliards, avec un revenu de 440 millions.

Le Gérant, Emile BARRAULT.

PARIS. — Imprimerie de Lacour, rue St-Hippolyte-St-Michel, 33.